



WORM BULLETIN

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales



Numéro 130 - Mai 2008

NOTRE OPINION

- Les forêts, les agrocarburants et les politiques de la faim

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

- Birmanie : un cyclone démontre l'échec du « développement » fondé sur la destruction des mangroves
- Brésil : la canne à sucre pour la production d'agrocarburants avance sur un écosystème riche en diversité biologique
- Paraguay : le contact forcé condamne un homme indigène à la maladie et à la mort
- Zambie : la ruée vers les agrocarburants
- La gestion communautaire des forêts : une nouvelle publication de FoEI pleine d'enseignements

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

- Les femmes sont les plus touchées par la production d'agrocarburants
- Afrique du Sud : visite des plantations industrielles d'arbres de Forêts de Komatiland
- Australie / Tasmanie : un accord favorise le projet d'usine de pâte de Gunns, malgré l'opposition populaire
- Birmanie : les généraux déchainés pour les biocarburants

EN DIRECT DE LA CDB

- La vraie vie fait irruption dans la CDB

NOTRE OPINION

– Les forêts, les agrocarburants et les politiques de la faim

La faim dans le monde provoque de plus en plus d'inquiétude chez ceux qui n'en souffrent pas encore et de plus en plus de souffrance chez ceux qui la subissent, dont le nombre augmente chaque année. Pourtant, les politiques mises en place dans les centres du pouvoir mondial ne font pas grand-chose pour résoudre le problème et, en général, finissent par l'aggraver.

La promotion des agrocarburants est un exemple clair de ce que nous venons de dire. Dans un but soi-disant écologique (le remplacement des combustibles fossiles qui provoquent le changement climatique) et avec une étiquette verte (« biocarburants »), des millions d'hectares sont affectés à la production de nourriture... pour les voitures.

Cette politique a de graves répercussions sur le Sud, d'une part, parce que des aliments de base, comme le maïs, cessent d'être destinés à l'alimentation humaine pour être transformés en éthanol ; d'autre part, parce que des terres qui produisaient des vivres sont occupées par des plantations de canne à sucre ou de soja pour la production

d'agrocarburants. Dans les deux cas, le résultat est une diminution de l'offre d'aliments, laquelle provoque à son tour la spéculation et la hausse des prix.

Bien entendu, les agrocarburants ne sont ni les seuls ni les principaux responsables de l'augmentation des prix des aliments, mais ils contribuent à aggraver une situation qui était déjà grave : la famine et la malnutrition dans les pays du Sud.

La hausse des prix des aliments a suscité des émeutes populaires, nées du désespoir, à de nombreux endroits du monde, et elle a donné lieu également à des mouvements forts et organisés en faveur de la souveraineté alimentaire.

Cependant, un autre processus lié à l'alimentation est relativement moins connu et doit être inclus dans cette lutte : la destruction des forêts.

L'expansion des cultures pour la production d'agrocarburants a lieu à deux endroits : dans les terres agricoles et dans les terres boisées. Dans le premier cas, les cultures alimentaires sont remplacées par des cultures énergétiques, tandis que dans le deuxième on détruit des forêts pour produire des agrocarburants (en y plantant des palmiers à huile, du soja ou de la canne à sucre).

Cette deuxième situation est rarement perçue comme une atteinte à la sécurité et la souveraineté alimentaires des peuples, tout simplement parce que peu de personnes sont au courant de la capacité de production d'aliments que possèdent les forêts. Ceux qui la connaissent bien sont les millions d'êtres humains qui habitent les forêts et qui y trouvent la plupart de leurs moyens de survie et, en premier lieu, leur nourriture. Chaque étendue de forêt qui disparaît implique donc de priver ces peuples de nourriture, que ce soit en affectant la terre à la production d'agrocarburants ou à d'autres activités destructrices (la plantation d'arbres pour l'obtention de pâte de papier, l'exploitation forestière commerciale, les barrages hydroélectriques, les élevages de crevettes, etc.). Ainsi, on condamne à la famine des communautés qui, jusqu'alors, avaient réussi à bien se nourrir grâce aux ressources de la forêt.

La faim – que ce soit en milieu forestier, rural ou urbain – n'est pas inévitable : elle est le résultat des mêmes politiques et intérêts économiques qui sont à l'origine d'autres crises, comme le changement climatique, la disparition de la diversité biologique, le déboisement, l'épuisement et la contamination des sources d'eau ou la destruction des sols. À leur tour, toutes ces crises aggravent le problème du manque d'accès à la nourriture des personnes les plus démunies.

Les mal nommées politiques de 'développement' promues depuis des décennies par des organismes internationaux tels que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture, l'Organisation mondiale du commerce et d'autres encore, se sont avérées, à satiété, un total désastre social et écologique. Tout ce qu'elles ont réussi à 'développer', ce sont les bénéfices des grandes sociétés transnationales, au prix de la faim des gens et de la dégradation de l'environnement. Le modèle qui nous a été imposé est en train de s'écrouler. Il est temps de l'admettre et de céder la place aux propositions des mouvements sociaux.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LES FORÊTS

– Birmanie : un cyclone démontre l'échec du « développement » fondé sur la destruction des mangroves

Le premier week-end de mai, le cyclone Nagris a ravagé la Birmanie. Il s'est abattu sur le delta de l'Irrawaddy, avec des vents qui ont atteint 190 km/h, mais les dégâts les plus graves ont été causés par le raz de marée dont il s'est accompagné : une vague de 3,5 m de hauteur a balayé ou inondé la moitié des maisons dans les villages de la zone

la plus basse. Les habitants n'ont pas pu fuir à temps ; entre 22 000 et 100 000 personnes seraient mortes.

L'orage a été vraiment fort, mais l'ampleur de cette dévastation est imputable aux « programmes de développement » du pays appliqués aux industries du tourisme et de l'élevage de crevettes, qui ont impliqué la destruction des mangroves autrefois luxuriantes.

L'importance des mangroves comme zones d'amortissement qui protègent les zones habitées des tempêtes et des grosses vagues est bien connue de tous. Les mangliers sont adaptés au sel ; ils poussent le long des lignes côtières, des fleuves et des deltas où l'eau salée rencontre l'eau douce, et ils couvrent souvent une bande de quelques kilomètres de large. Ils font partie d'une dense barrière de protection où s'enchevêtrent des racines, des branches et des troncs qui dissipent la force des orages.

Là où les zones littorales sont privées de la protection de la mangrove, les dégâts que provoquent les grandes vagues sont bien plus dramatiques. La BBC a informé que plusieurs études révèlent l'importance des mangroves pour la vie et les établissements humains : un rapport sur le tsunami asiatique de 2004 a montré que les zones proches de mangroves en bon état avaient subi moins de dommages et que le nombre des morts y avait été moindre. Une autre étude publiée en décembre 2005 dit que les forêts de mangliers ont contribué à sauver la vie de nombreux paysans sri-lankais au moment du tsunami qui a tué plus de 200 000 personnes. Les chercheurs de l'UICN ont comparé deux villages du Sri Lanka touchés par les vagues géantes : tandis que deux personnes seulement sont mortes dans le village où la mangrove et la brousse étaient denses, il y a eu 6 000 morts dans un village proche, dépourvu d'une végétation semblable. [1]

D'après le Mangrove Action Project (MAP), la disparition des mangroves a démarré en Birmanie à l'époque coloniale britannique, « dans le but de faire de la place à la production de riz. Depuis cette époque-là, les mangroves n'ont cessé de diminuer ; pendant la deuxième guerre mondiale, pour des raisons militaires et, plus récemment, pour la production de bois de feu et la mise en œuvre d'initiatives non durables, telles que l'élevage industriel de crevettes et l'expansion urbaine ». Le MAP signale que, selon les chercheurs birmanis, « 82,76 % des mangroves de l'Irrawady ont été détruits en une période de 75 ans (1924-1999) ».

« L'établissement de grands élevages de crevettes et de poissons est la menace la plus forte pour les mangroves du monde entier ; elles subissent aussi les effets des entreprises touristiques et de la croissance démographique. La situation est inquiétante pour ceux qui pensent que le réchauffement climatique et la montée du niveau de la mer vont provoquer des tempêtes plus intenses et fréquentes, et que la disparition des mangroves rendra plus vulnérables les zones côtières. » [2]

Le tsunami de décembre 2004 qui a ravagé les côtes de l'océan Indien et le super-cyclone qui avait frappé en 1999 la côte d'Orissa, en Inde, et tué plus de 10 000 personnes sont de mauvais souvenirs que le récent désastre en Birmanie rappelle à la mémoire, en particulier parce qu'ils auraient pu « être bien moins graves, et bien des morts et des dégâts matériels auraient pu être évités si on avait conservé les mangroves en bon état le long des côtes du delta de l'Irrawady », a dit Alfredo Quarto, directeur exécutif du MAP.

La cause du mal est bien connue des autorités nationales et internationales. Un fonctionnaire de la FAO a reconnu que « Il reste très peu de zones de l'Irrawaddy dont on puisse dire que la mangrove y est intacte ou dense » et, bien qu'il existe quelques initiatives pour restaurer ou replanter ces forêts, elles continuent de disparaître à un rythme encore rapide. Il a ajouté que « dans les années 1990, les mangroves ont diminué d'environ 2 000 hectares par an, soit près de 0,3 %. Pourtant, cela ne donne pas un tableau complet de la situation car, quand ils ne sont pas tout à fait détruits, la plupart de ces habitats dépendants des marées sont dégradés ». [1]

Combien de morts seront nécessaires pour qu'on décide de changer les politiques actuelles de « développement » qui se sont avérées si tragiquement erronées ?

Aucun développement de longue durée n'est possible s'il comporte la destruction de notre foyer, de notre nature. La population de la Birmanie en est tristement témoin.

Article fondé sur des informations tirées de : [1] "Mangrove loss 'put Burma at risk'", Mark Kinver, BBC News, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/science/nature/7385315.stm> ; [2] communiqué de presse : "Destruction of Mangrove Forests Increased Devastating Impact of Cyclone Nagris", MAP, http://www.mangroveactionproject.org/news/current_headlines/press-release-destruction-of-mangrove-forests-increased-devastating-impact-of-cyclone-nagris/.

[index](#)

– Brésil : la canne à sucre pour la production d'agrocarburants avance sur un écosystème riche en diversité biologique

Les agrocarburants sont de plus en plus l'objet d'avertissements, de protestations et de plaintes de sources aussi diverses que des personnalités officielles des Nations unies (le directeur général de la FAO, Jacques Diouf, et le rapporteur de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Jean Ziegler), des premiers ministres comme Fidel Castro et des organisations sociales du Nord et du Sud [1 et 2]. Et pourtant, les plantations pour les produire continuent d'avancer.

En Amérique latine, c'est le Brésil qui est en tête. Les accords énergétiques passés l'année dernière avec les États-Unis et le Chili, et cette année avec l'Allemagne, consolident la position du Brésil comme producteur d'éthanol.

Les plantations de canne à sucre créées à cette fin couvrent dans ce pays près de six millions d'hectares, répartis surtout dans le Sud-Est des États de São Paulo, Minas Gerais et Goiás, et aussi dans la région centrale, dans les États de Mato Grosso et Mato Grosso do Sul.

La région qui reçoit le plus de pressions est celle dénommée le « Cerrado ». Il s'agit d'un biome de grande diversité, une forêt ouverte de deux millions de kilomètres carrés qui relie l'Amazonie, la Mata Atlântica et le Pantanal. Traditionnellement affecté à l'élevage extensif, au cours des dernières décennies des étendues considérables du Cerrado ont été transformées en plantations de canne à sucre. D'après les chiffres cités par l'ISPN (Institut Société Population et Nature) dans un rapport qui sera publié en juin, 162 000 hectares du Cerrado, que le gouvernement désigne aujourd'hui comme zones de conservation, sont en fait des plantations de canne à sucre.

Nilo D'Avila, coordinateur de l'étude, affirme que « La monoculture entraîne toujours la diminution de la diversité biologique. La plantation de canne à sucre perturbe le milieu chimique du Cerrado, surtout l'acidité du sol, qui est très élevée dans cette région ». Au déboisement pratiqué pour occuper ces terres s'ajoutent les méthodes de culture de la canne à sucre, qui impliquent de « rectifier » cette acidité du sol en y ajoutant de la chaux. Cela a provoqué la disparition de nombreux fruits du Cerrado qui étaient adaptés à ce milieu.

La tragédie du Cerrado est que la dévastation rapide qu'il subit n'est pas très visible. Il s'agit du biome le plus menacé après l'Amazonie, mais le plus menacé de tous par la plantation de canne à sucre.

D'après un rapport publié par l'UITA [3], au cours des 40 dernières années le Cerrado a perdu la moitié de sa surface, par suite de l'expansion, entre autres, de la canne à sucre. Si cette tendance se maintient, d'ici à 2030 le Cerrado aura disparu.

Le côté prétendument écologique ('bio') que les agro-industriels exploitent pour déguiser la nature purement commerciale de ces plantations est en train de tomber en lambeaux. Certains proposent déjà de donner aux agrocarburants un nom qui reflète ce qu'ils sont : des « nécrocarburants » ou carburants de la mort.

[1] Manifeste de Quito : http://www.wrm.org.uy/temas/Agrocombustibles/Manifiesto_Quito.html.

[2] Demande de moratoire : <http://www.wrm.org.uy/actores/CBD/SBSTTA/Moratoria.pdf>.

[3] Caña de azúcar devasta el "cerrado", Silvia Adoue, Radioagencia NP, <http://www.rel-uita.org/agricultura/cerrado.htm>.

[index](#)

- Paraguay : le contact forcé condamne un homme indigène à la maladie et à la mort

Son nom était Parojnai. Il appartenait aux Ayoreo-Totobiegosode, un peuple indigène de la forêt du Chaco qui s'étend au sud du bassin de l'Amazone, de la Bolivie au Paraguay et à l'Argentine.

Parojnai Picanerai, sa femme et leurs enfants avaient réussi à vivre dans la forêt du Chaco (au Paraguay) sans contact avec le monde extérieur, en dépit de l'invasion croissante de leur territoire. Bien que la législation paraguayenne reconnaisse le droit des Ayoreo d'être propriétaires des terres qu'ils ont traditionnellement habitées, leur forêt est maintenant vendue à des propriétaires privées et défrichée par des spéculateurs et des éleveurs, d'abord pour en exploiter le bois et puis pour y élever du bétail.

En 1979 et en 1986, l'organisation fondamentaliste nord-américaine New Tribes Mission a organisé des « chasses à l'homme » pour obliger des groupes nombreux d'Ayoreo-Totobiegosode à quitter la forêt. Le harcèlement et les poursuites au bulldozer ont continué plus tard au cours d'incursions régulières dans la forêt du Chaco. La vie communale des Ayoreo dans des villages a été perturbée et ils ont dû aller vivre en cachette à l'intérieur de la forêt, abandonnant leurs huttes et laissant derrière eux leurs cultures agricoles et des biens très appréciés, tels que leurs outils et leurs marmites.

Finalement, fatigués de vivre seuls et en fuite permanente, Parojnai et sa famille ont capitulé et ont quitté leur isolement en 1998. Survival International rapporte le témoignage qu'il a donné à l'époque : « Nous courions d'un endroit à l'autre. Nous avons l'impression que le bulldozer nous suivait. J'avais dû abandonner mes outils, mon arc, ma corde pour courir plus vite... Nous pensions que le bulldozer avait vu notre jardin et venait manger nos fruits... et nous manger nous-mêmes ».

Ils sont allés vivre dans un petit village ayoreo à la lisière de la forêt, mais peu après Parojnai a contracté la grippe et la tuberculose. L'activiste de Survival, Jonathan Mazower, qui était allé le voir en 2003 et en 2007, a dit ce mois-ci : « Quand j'ai rencontré Parojnai pour la première fois, il était déjà très malade. Mais j'ai vu des photos de lui, prises le lendemain du premier contact, et il était alors en pleine forme et en excellente santé ».

Parojnai est mort début mai. Mazower exprime très correctement le sens que sa mort a pris : « Pour moi, la vie de Parojnai symbolise le destin des peuples indigènes des Amériques depuis Christophe Colomb. La perte de son territoire aux mains d'étrangers l'a obligé à renoncer à son indépendance, et le contact l'a fait contracter une maladie qui a fini par le tuer. Les dernières tribus non contactées du monde sont maintenant confrontées à la même tragédie que les indiens ont vécue il y a 500 ans ».

Article fondé sur des informations tirées de : "Paraguay: Ayoreo Indian Dies after First Contact", 7 mai 2008, Survival International, <http://mcsv.net/cgi-bin/redirect?MCid=ADomPAu9J28E4tnmA4RM>

[index](#)

- Zambie : la ruée vers les agrocarburants

En Afrique, les projets de biocarburants prolifèrent dans de nombreux pays, dont la Zambie, où le jatropha a été choisi comme culture principale pour la production de biodiesel tandis que la canne à sucre, le sorgho doux et le manioc sont destinés à fabriquer de l'éthanol.

Une étude menée par Matongo Mundia [1] en 2007 explique que « en Zambie comme dans le reste du continent, l'enthousiasme pour les biocarburants provient surtout des discours sur la sécurité énergétique et sur le soutien au développement économique et social. Pourtant, personne n'a l'air de savoir si les investissements et les objectifs visés concernent la production de biocarburants pour le marché zambien ou pour l'exportation ».

Le gouvernement zambien a soutenu et encouragé la production de biocarburants, mais il s'agit d'une activité plutôt récente dans le pays. D'après le rapport mentionné, les principaux meneurs sont *DI Oils* (un producteur britannique de biodiesel de portée mondiale) et *Marli Investments*. Par le biais de l'Association de Biocarburants de Zambie (BAZ), industrie des agrocarburants a essayé d'obtenir que tous les consommateurs soient obligés d'utiliser un mélange déterminé de biocarburant, et des incitations financières qui attirent des capitaux pour le développement du secteur.

« À ce qu'il paraît, des entreprises comme *DI Oils* sont en train de promouvoir les biocarburants en tant que stratégie énergétique intérieure dans le but d'ouvrir la voie à une législation favorable, alors que leur intention véritable est de centrer la production sur le marché d'exportation. La possibilité que l'objectif soit l'exportation et non le bénéfice des Zambiens devient tout à fait probable quand on sait que la Zambie n'a pas de raffineries de biocarburants et que *DI Oils* est en train d'en construire une à Durban, en Afrique du Sud. Une fois que le produit aura quitté le pays, c'est le pouvoir d'achat des consommateurs européens qui va sans doute prévaloir », explique le rapport.

La plupart des endroits où les grands projets de production d'agrocarburants ont été lancés subissent le même sort : le déboisement et le déplacement. « 66 % des terres zambiennes sont couvertes de forêts, dont certaines sont particulièrement importantes, comme celles qui se trouvent dans les bassins hydrographiques, les réserves forestières et les réserves de chasse. Seuls 26 % des terres boisées zambiennes pourraient être affectées à augmenter la productivité agricole, par exemple pour la production d'agrocarburants. Cependant, même sans éliminer davantage de forêts, le taux de déboisement est déjà très élevé dans le pays. Le ministre de la province du Copperbelt, M. Mwansa Mbulakulima, a déclaré qu'une réserve forestière déclassée allait être transférée à des investisseurs (The Post, 4 mai 2007). On ne sait pas encore si ce transfert est destiné à la production de biocarburants ou à d'autres fins industrielles. Néanmoins, cela permet de voir que les gouvernements local ou national ne risquent pas d'opposer de gros obstacles aux initiatives de production de biocarburants qui impliquent d'éliminer des forêts. »

« La disponibilité de terres pour la production d'agrocarburants et les conséquences de cette conversion pour les agriculteurs, la production d'aliments, les forêts et les peuples autochtones sont des problèmes sérieux en Zambie. La Loi territoriale de 1995 permet de transformer la propriété coutumière en propriété louée à bail, et de nombreux investisseurs se sont déjà servis de cette disposition pour exproprier des terres à des fins d'investissement. Le gouvernement de la Zambie a laissé entendre qu'il souhaite adopter une politique territoriale axée sur le marché, et le nouveau projet de politique territoriale semble aller dans le même sens. »

La forte opposition suscitée par les agrocarburants monte rapidement, remettant en question autant le caractère de solution « neutre en carbone » qu'on leur attribue que leurs conséquences pour l'environnement et la société. En novembre 2007, plusieurs organisations de la société civile africaines ont demandé un moratoire sur les projets d'agrocarburants [2]. « Nous devons protéger notre sécurité alimentaire, nos forêts, notre eau, nos droits territoriaux, nos agriculteurs et nos peuples autochtones contre l'avancée agressive des projets d'agrocarburants qui sont en train de dévorer nos terres et nos ressources avec une ampleur et une rapidité incroyables », lit-on dans leur déclaration.

Elles préviennent que « la 'révolution' des agrocarburants est conçue pour remplacer des millions d'hectares de systèmes agricoles locaux, et les communautés rurales qui y travaillent, par de vastes plantations. Elle vise à

remplacer les méthodes indigènes appliquées à l'agriculture, les pâturages et les prairies, fondées sur la diversité biologique, par la monoculture de produits génétiquement modifiés destinés à la production d'agrocarburants. En outre, des millions d'hectares de ce que les promoteurs des agrocarburants décrivent par euphémisme comme 'des déserts' ou 'des sols marginaux' vont être affectés à la production 'rentable' de carburants, en oubliant comme par hasard que des millions de personnes tirent leur subsistance de ces écosystèmes fragiles. Et là où il n'y a pas de méthodes agricoles à remplacer, il y a les forêts à prendre. À la tête de tout cela se trouvent les entreprises multinationales qui savent gérer les énormes plantations de ce genre et qui contrôlent déjà le marché international des agrocarburants ».

Le rapport conclut ainsi : « Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre nos aliments, nos forêts, nos terres et notre eau si nous devons faire face au défi du changement climatique et de l'insécurité alimentaire. Ainsi, nous demandons à nos gouvernements d'Afrique et à ceux du Nord de bien réfléchir. Nous les appelons à déclarer d'urgence un moratoire qui préserve l'Afrique des nombreux dangers que représente l'actuelle ruée vers les agrocarburants ».

Article fondé sur des informations tirées de : [1] "Agrofuels in Africa – The impacts on land, food and forests", African Biodiversity Network, juillet 2007, *Biofuel case study: Zambia*, Matongo Mundia, commandé par Clement Chipokilo, http://www.giaifoundation.org/documents/AgrofuelAfrica_Jul2007.pdf ; [2] Novembre 2007, "An African Call for a Moratorium on Agrofuel Developments", <http://www.africanbiodiversity.org/media/1210585794.pdf?PHPSESSID=0c91fabd2a80b164ffb52f594d4da9c5>.

[index](#)

– La gestion communautaire des forêts : une nouvelle publication de FoEI pleine d'enseignements

Des millions de personnes du monde entier habitent en milieu rural et dépendent dans une certaine mesure des écosystèmes forestiers pour leur subsistance. Or, la dégradation des forêts et le déboisement se poursuivent à un rythme alarmant et mettent leur vie en danger.

Autant pour les peuples autochtones que pour les communautés rurales ou urbaines qui comptent sur les services environnementaux fournis par les forêts, celles-ci jouent un rôle capital dans leur vie quotidienne. La distribution injuste, la surconsommation et la mauvaise administration sont au cœur de la gestion non durable des ressources qui provoque des problèmes écologiques et l'appauvrissement incessant des habitants.

La nouvelle publication du Programme Forêts et Diversité biologique des Amis de la Terre International apporte des exemples de solutions innovantes fondées sur les connaissances des communautés locales qui contribuent à améliorer le niveau de vie de ces dernières tout en protégeant et en préservant les écosystèmes forestiers.

La gestion communautaire des forêts concerne les réglementations et les méthodes appliquées par de nombreuses communautés pour conserver et exploiter de façon durable les forêts avec lesquelles elles vivent. Il s'agit d'une gestion collective et communautaire qui s'est toujours identifiée avec la protection de la forêt, par opposition à l'exploitation industrielle et mercantile que les ressources forestières ont subie.

La publication raconte des expériences qui ont lieu dans un grand nombre de pays ; elle rapporte les succès et les problèmes que rencontrent les peuples concernés au moment de contrôler, d'utiliser et de protéger leurs forêts. Les cas étudiés en Inde, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Malaisie, Indonésie, France, Grèce, Chili, Bolivie, Amazonie, Costa Rica, El Salvador et Haïti sont illustratifs et poussent à réfléchir sur la gestion communautaire des forêts afin d'encourager l'usage durable de ces écosystèmes.

Aux expériences communautaires s'ajoute l'analyse critique d'un grand nombre de risques et d'opportunités, où l'on

passé en revue le rôle des gouvernements et des institutions financières internationales, la souveraineté alimentaire, la surconsommation, le changement climatique, la santé humaine, les marchés pour les produits locaux et les problèmes fonciers. Le livre montre comment ces questions affectent les peuples concernés et examine les rapports qu'elles ont avec le problème plus large de la justice environnementale et sociale.

Utilisée comme point de départ d'une réflexion collective sur le contrôle des ressources au plan local par des processus de décision participatifs et par le partage égalitaire des bénéfices, cette publication stimulante est un outil précieux pour les communautés qui souhaitent mieux maîtriser leurs vies et leurs ressources ou qui luttent pour améliorer leur niveau de vie et restaurer les écosystèmes dégradés, ainsi que pour exercer des pressions contre les politiques destructrices de la société et de l'environnement.

Le livre est disponible en version électronique, en espagnol, sur <http://www.coecoceiba.org/images/pub91.pdf> ; il sera bientôt publié également en anglais et en français. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Javier Baltodano des Amis de la Terre, à l'adresse : licania@racsa.co.cr.

[index](#)

LES COMMUNAUTÉS ET LA MONOCULTURE D'ARBRES

– Les femmes sont les plus touchées par la production d'agrocarburants

L'expansion des grandes plantations – qu'il s'agisse de produits agricoles ou d'arbres – pour la production d'agrocarburants liquides comme le bioéthanol et le biodiesel est en train d'augmenter dans beaucoup de pays du Sud et d'avoir des effets nuisibles sur les gens et l'environnement.

À présent, même la FAO admet les risques que cela comporte. Un rapport récemment publié par cette organisation examine la production d'agrocarburants et ses effets spécifiques sur chaque sexe, et explique que cette production risque d'accroître la marginalisation des femmes en milieu rural en mettant en danger leurs moyens de subsistance.

Le grand volume de matières premières que requiert la production d'agrocarburants a fait augmenter la demande de terre et la pression sur les terres soi-disant « marginales » qui jouent un rôle essentiel dans la subsistance des habitants pauvres de la campagne et qui sont souvent travaillées par les femmes. Le rapport reconnaît que le remplacement des cultures locales par la monoculture de produits énergétiques pourrait menacer la diversité biologique agricole et les vastes connaissances et compétences traditionnelles des petits agriculteurs en matière de gestion, sélection et conservation des produits locaux ; or, toutes ces tâches sont accomplies surtout par les femmes.

En outre, la production d'agrocarburants peut avoir des effets négatifs sur le secteur de l'élevage, indispensable à la sécurité alimentaire des ménages ruraux, par la réduction des terres disponibles pour le pâturage et la hausse du prix du fourrage (due à l'utilisation de plus en plus grande de matières premières agricoles pour la production de biocarburants).

La diminution ou la dégradation des ressources naturelles découlant de la création de grandes plantations pour la production de biocarburants risque de peser sur le travail et la santé des agriculteurs, surtout quand il s'agit de femmes. La production d'agrocarburants pourrait entrer en concurrence, directement ou indirectement, pour l'eau et le bois de feu, rendant ces ressources moins faciles à obtenir à des fins domestiques. Cela obligerait les femmes qui, dans la plupart des pays en développement, se chargent d'obtenir l'eau et le bois de feu, à parcourir des distances plus grandes, ce qui leur laisserait moins de temps pour gagner de l'argent par d'autres moyens.

La diminution éventuelle de la diversité biologique et agricole porterait atteinte aussi à la production alimentaire, menaçant gravement la subsistance et, à long terme, la sécurité alimentaire en milieu rural. En particulier, le

déboisement associé à la création de grandes plantations pour la production de biocarburants pourrait aggraver l'insécurité alimentaire des peuples qui dépendent des forêts pour leur subsistance.

La production de biocarburants peut avoir des effets différents suivant le sexe en ce qui concerne l'accès aux aliments, à cause de son incidence sur les prix et les revenus. On constate de plus en plus que l'augmentation de la demande de produits agricoles pour la production de biocarburants liquides contribue à inverser la tendance à la baisse des prix des produits agricoles et des denrées qui avait eu lieu au cours des dernières décennies. Cela peut avoir des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, surtout dans le cas des ménages qui sont des acheteurs nets et dans celui des pays qui sont des importateurs nets de produits agricoles et de vivres. En outre, ces prix pourraient devenir plus instables, exposant un nombre considérable de foyers et d'individus à l'insécurité alimentaire. Les brusques augmentations des prix des aliments auraient des répercussions négatives surtout pour les ménages pauvres et les groupes vulnérables, et en particulier pour les femmes et les familles dont le chef est une femme, qui sont en général les plus exposées à l'insécurité alimentaire transitoire ou chronique en raison de leur accès limité à des activités productrices de revenus.

De plus, les emplois créés dans les zones rurales par l'établissement de plantations destinées à la production d'agrocultures visent surtout les travailleurs ruraux non qualifiés, et il s'agit en général de postes saisonniers ou informels. La FAO signale que de plus en plus de femmes se trouvent dans cette situation car les inégalités sociales existantes font qu'elles soient souvent désavantagées par rapport aux hommes en ce qui concerne les bénéfices de l'emploi, la sécurité au travail et les risques pour la santé.

En général, la culture de la canne à sucre et du palmier à huile s'est accompagnée, dans plusieurs pays du Sud, de conditions d'emploi injustes, de risques pour la santé et la sécurité, de travail des enfants et de travail forcé. Dans certains cas, les conditions de travail dans les plantations (y compris dans celles où l'on produit des matières premières pour les biocarburants) ont des impacts différents suivant le sexe. Les propriétaires préfèrent embaucher des femmes parce qu'ils peuvent leur payer moins qu'aux hommes et qu'elles constituent une main d'œuvre docile et dépendante, donc plus facile à exploiter.

En raison de la prévalence des accords de travail informels, il est difficile d'obtenir des données fiables sur le nombre des travailleuses rurales salariées. Néanmoins, tout semble indiquer qu'elles sont de plus en plus nombreuses et qu'elles représentent aujourd'hui de 20 à 30 pour cent des travailleurs ruraux du monde. En Amérique latine et aux Caraïbes, ce chiffre est de 40 pour cent, tandis que dans les pays africains il est probablement plus élevé. Les femmes reçoivent en général moins de formation et d'instruction que les hommes, elles accomplissent souvent des tâches répétitives qui peuvent provoquer des troubles de santé, et leur exposition aux produits agrochimiques met en danger leur fonction reproductive. En Malaisie, par exemple, où les femmes représentent près de la moitié des travailleurs des plantations, elles sont souvent chargées de pulvériser des pesticides et des herbicides chimiques sans la formation et l'équipement de protection appropriés. Cela peut avoir à long terme de graves répercussions sur leur santé.

Le rapport de la FAO conclut que les efforts pour atténuer le changement climatique par la promotion des biocarburants liquides peuvent réduire la résistance socio-économique des gens (surtout chez les groupes les plus vulnérables où figurent les femmes), en réduisant leur capacité de faire face aux chocs exogènes, dont le changement climatique lui-même.

Néanmoins, la FAO ne prend pas une position engagée contre le modèle préconisé pour la production d'agrocultures, qui est non durable par nature, et finit par prendre ses désirs pour ses réalités lorsqu'elle dit que « en veillant à ce que la production de biocarburants soit avantageuse autant pour les hommes que pour les femmes des pays en développement, on réussirait à augmenter leur capacité de résister aux impacts du changement climatique ».

Les informations fournies par le rapport de la FAO sont les bienvenues. Néanmoins, nous sommes d'avis que sa conclusion ne tient pas debout. Il devient de plus en plus évident que les agrocarburants n'apportent aucun bénéfice écologique ni social, et le rapport montre bien à quel point ils portent atteinte surtout aux femmes rurales pauvres. La conclusion devrait donc être catégorique : si vous voulez avantager les femmes rurales pauvres, n'encouragez pas la production d'agrocarburants !

Cet article est un extrait adapté et commenté de : "Gender And Equity Issues In Liquid Biofuels Production Minimizing The Risks To Maximize The Opportunities", Andrea Rossi et Yianna Lambrou, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, Rome, 2008, <ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/010/ai503e/ai503e00.pdf>.

[index](#)

- Afrique du Sud : visite des plantations industrielles d'arbres de Forêts de Komatiland

En novembre 2007, plusieurs délégués du Mouvement mondial pour les forêts tropicales sont allés voir les activités menées par Forêts de Komatiland aux Brooklands, dans la province sud-africaine de Mpumalanga.

Devant une photographie de J. Brooke Shires, qui planta en 1876 les premiers eucalyptus et acacias aux Brooklands, nous avons écouté une présentation de la compagnie. Komatiland est une entreprise para-étatique qui gère au total près de 128 000 hectares de plantations, surtout de pins. Ces arbres sont cultivés en cycles de 28 à 30 ans pour la production de bois de sciage. On nous a dit que Komatiland emploie 2 400 personnes, plus 1 200 autres qui sont sous contrat. Aux Brooklands, les plantations de Komatiland occupent une surface d'un peu plus de 12 000 hectares. L'entreprise applique une méthode d'extraction de bois avec des chevaux sur un tiers de ces terres.

L'entreprise est certifiée par le SGS, en application du système de certification du Forest Stewardship Council, depuis 1997. Un fonctionnaire de Komatiland nous a dit qu'il y a quatre niveaux de certification : inconsciemment non conforme, consciemment non conforme, consciemment conforme et non consciemment conforme. En cette époque où la façade écologique est de règle, cette partie de la présentation a été d'une franchise qui faisait plaisir à voir. « Je ne sais pas du tout où nous en sommes », a-t-il dit en riant, « quelque part entre le deux et le trois ». Il s'agissait d'un membre du personnel d'une entreprise certifiée par le FSC, qui reconnaissait publiquement que Komatiland n'était pas entièrement conforme aux critères du FSC. « Il y a des problèmes dans toutes les opérations. Nous ne sommes pas parfaits. Vous trouverez des problèmes dans chacune de nos unités de plantation », a-t-il dit à une audience dont il savait qu'elle critiquait autant les plantations industrielles d'arbres que la certification du FSC.

Winnie Overbeek a demandé s'il y avait des conflits en matière de droits fonciers et territoriaux. « Voilà une question très européenne », a été la réponse. Overbeek a expliqué qu'il avait travaillé pendant plus de dix ans au Brésil, pour aider les Tupinikim et les Guarani dans leur lutte pour la terre dans la zone occupée par les plantations d'Aracruz Celulose, et que sa question était fondée sur son expérience. Le représentant de l'entreprise ne s'est pas laissé démonter. « L'Afrique du Sud est un pays tout à fait unique », a-t-il expliqué. « D'après les critères du FSC, il n'y a pas de peuples autochtones dans ce pays ». L'apartheid a existé et il y a des tas de revendications territoriales. Cela ne veut pas dire que toutes soient justifiées. » Tout cela ressemble étonnamment aux arguments utilisés par Aracruz avant que le ministère de la Justice brésilien ne donne raison aux Tupinikim et aux Guarani (cf. Bulletin n° 122 du WRM, septembre 2007).

En 2007, Komatiland a perdu environ 17 000 hectares de plantations à cause des incendies. « Le réchauffement planétaire est en train d'aggraver les choses », a dit le fonctionnaire de Komatiland. « Par exemple, le charançon du pin est en train d'attaquer les arbres de la forêt indigène. Personne ne sait ce qui viendra ensuite. Il y aura pas mal de changements et cela nous inquiète. »

Wally Menne, de la coalition TimberWatch, a fait remarquer que le nom de l'entreprise est impropre : elle s'appelle

Forêts de Komatiland mais ses activités forestières sont en fait des plantations industrielles d'arbres.

Après la présentation, l'entreprise nous a conduits en voiture à travers quelques-unes de ses plantations de pins et d'eucalyptus en régime de monoculture. Nous avons vu d'énormes étendues coupées à blanc et brûlées. Nous sommes passés devant les logements construits par l'entreprise pour les travailleurs : des rangées de petits bungalows rudimentaires adossés, au toit de tôle, avec de gros numéros peints sur les portes. Dans son évaluation de Komatiland, la SGS affirme que l'entreprise emploie directement 1 729 personnes seulement. Pendant notre tournée des plantations sur pied et de celles coupées à blanc nous avons vu très peu de travailleurs.

Nous nous sommes arrêtés sur une crête, avec d'un côté du chemin des prairies luxuriantes et de l'autre une scène de destruction totale, où tout ce qui était vivant avait été coupé et balayé, ne laissant qu'une sorte de paysage lunaire brun. Nous sommes sortis des voitures pour marcher entre les tas de troncs, dont certains portaient le numéro correspondant à la gestion forestière et la chaîne de traçabilité de la SGS (SGS-FM-COC-0068). À la distance, une machine soulevait des troncs et les empilait soigneusement.

Au moment de la présentation de l'entreprise on nous avait dit que 30 pour cent des terres de Komatiland sont ouverts et que, depuis 1994, la surface des plantations des Brooklands est passée de 10 000 à 9 000 hectares. On nous a dit qu'on ne plante rien à moins de 20 mètres des ruisseaux. Il y avait un ruisseau juste à côté du terrain coupé : les eucalyptus et les pins poussaient jusqu'au bord de l'eau.

Nous avons vu la récolte de bois faite avec des chevaux. Komatiland nous avait dit qu'en employant des chevaux on endommage moins le sol et on emploie plus de personnes que dans l'extraction mécanisée. De toute façon, ce que nous avons vu avait lieu sur une pente bien trop raide pour permettre l'utilisation de machines. Cela avait l'air un travail brutalement dur. Quatre hommes y travaillaient avec trois chevaux. Les chevaux tiraient les troncs un par un en descendant la pente. Les hommes devaient alors détacher les chaînes du tronc et tirer les chevaux pour qu'ils remontent. Pendant ce temps-là, les chefs observaient d'en bas. L'un d'eux était venu avec son chien.

Pendant la présentation de l'entreprise on nous a dit que « l'apartheid a existé » en Afrique du Sud. Pourtant, tous les travailleurs que nous avons vus étaient noirs, et tous les chefs que nous avons vus étaient blancs. On dirait que, dans les plantations de Komatiland, l'apartheid existe toujours.

Chris Lang, <http://chrislang.org>

[index](#)

– Australie / Tasmanie : un accord favorise le projet d'usine de pâte de Gunns, malgré l'opposition populaire

La population de la Tasmanie a entendu parler au début du mois d'un accord qui avait été conclu quatre mois plus tôt entre le gouvernement et l'entreprise forestière Gunns. Cet accord, dénommé 'Accord de risque souverain' et valable pendant 20 ans, stipule que les contribuables devront payer à Gunns 15 millions de dollars si, pour une raison quelconque, l'approvisionnement en bois est compromis. [1]

L'usine de pâte que Gunns projette de construire a suscité la forte opposition de divers secteurs sociaux, dont celui des étudiants. Dans le blog *Students Against the Pulp Mill* on peut lire : « Donc, si nous ne réalisons pas l'actuel gouvernement parce que nous n'approuvons pas l'usine de pâte, le prochain gouvernement devra continuer à fournir du bois à Gunns, même si la majorité des Tasmaniens ne sont pas d'accord. Très peu démocratique ».

Le favoritisme du gouvernement à l'égard de Gunns fait contraste avec son attitude à l'égard des inquiétudes que soulèvent les effets adverses éventuels de l'usine de pâte que l'entreprise entend construire dans la vallée de Tamar. L'autorisation a été délivrée à toute vitesse, sans même évaluer les répercussions potentielles de l'usine sur le

tourisme, la pêche, l'agriculture biologique ciblée et la fabrication de vin. Et, au cas où l'usine de pâte causerait des dommages aux industries propres ou écologiques, ces dernières ne recevraient aucune compensation.

Les entreprises locales se sont entendu dire que ce n'est pas au gouvernement de les aider à s'en sortir si leur réputation écologique est atteinte.

Un article du Tasmanian Greens [2] dénonce ce qui suit : « Une lettre adressée par le premier ministre Paul Lennon au Conseil de l'industrie du tourisme de la Tasmanie (TICT) le 6 septembre 2007, où il était spécifiquement question des inquiétudes manifestées par cette industrie au sujet de l'usine de pâte, disait :

TICT : 'Il doit y avoir une manière d'aider les entreprises qui subissent des pertes de marchés ou de capital par suite du fonctionnement de l'usine de pâte.'

Premier ministre : 'Les particuliers devront demander du conseil juridique indépendant sur les recours dont ils disposent s'ils subissent des pertes de marchés ou de capital par suite du fonctionnement de l'usine de pâte.' »

Le blog des étudiants informe que, le 16 avril dernier, « un ensemble divers d'organisations, d'individus et d'entreprises de la Tasmanie et l'Australie s'est réuni dans la vallée de Tamar ce week-end et a décidé de former une alliance de travail cohésive pour arrêter l'usine de pâte de Gunns ».

Il y a eu un appel à fermer les comptes personnels dans la banque ANZ, pour la punir du soutien qu'elle accorderait au projet de Gunns, et une centaine de personnes – des jeunes surtout – se sont rassemblées dans les jardins du Parlement pour délivrer un message fondamental : NE BROYEZ PAS NOTRE AVENIR !

Article fondé sur des informations tirées de : [1] Compo for Gunns if supply fails, Matthew Denholm, The Australian, <http://www.theaustralian.news.com.au/story/0,25197,23652116-5013871,00.html> ; [2] \$15 Million Price Tag On Democracy Under Deal With Gunns, http://tas.greens.org.au/News/view_MR.php?ActionID=2979.

[index](#)

- Birmanie : les généraux déchainés pour les biocarburants

Les biocarburants – le biodiesel extrait des plantes pour remplacer les coûteux combustibles fossiles– soulèvent des controverses depuis que les plantations pour les produire envahissent des terres utilisées surtout par les communautés locales, en particulier pour la production de vivres.

En Birmanie, la junte militaire au gouvernement s'est embarquée dans l'expansion massive des plantations pour la production de biocarburants, en confisquant des terres par la force et en recourant aux arrestations, aux amendes et aux coups appliqués aux agriculteurs.

Le plan quinquennal de la junte prévoit de planter 8 millions d'acres de *Jatropha curcas* (médiciner ou *jetsuu* en birman) pour la production de biocarburant. Chaque État et chaque division du pays doit en planter 500 000 acres. Deux ans après le lancement du programme, des informations commencent à filtrer à propos des brutalités que subit la population locale forcée de planter des jatrophes.

« Biocarburants par décret : le fiasco de la bioénergie birmane est démasqué », tel est le titre d'un rapport produit par le Forum pour le développement des communautés ethniques, une alliance de sept organisations birmanes pour le développement communautaire. On y décrit comment la junte birmane est en train de terroriser les populations locales pour qu'elles plantent des jatrophes pour la production de biocarburants, en dépit du fait que « les récoltes perdues et les preuves de mauvaise gestion montrent que le programme est un fiasco ».

Le rapport dit que les agriculteurs, les fonctionnaires, les instituteurs, les écoliers, les infirmières et les prisonniers ont été obligés d'acheter des graines et de remplir des quotas de plantation scandaleux qui consomment un temps précieux, des terres et des ressources indispensables à leur subsistance.

Un manuel publié par le ministère de l'Agriculture dit qu'il faut planter 1 200 arbres par acre. Pour y parvenir, il faudrait que chaque homme, femme et enfant du pays plante 177 arbres en trois ans. La junte prévoit aussi d'exporter du biodiesel à l'avenir, et le projet de jatrophe a attiré des investisseurs de la Thaïlande, de Singapour et du Royaume-Uni.

La junte allègue que les biocarburants sont nécessaires pour réduire la dépendance de la Birmanie des 200 millions de gallons de pétrole qu'elle importe chaque année. Son entreprise *Myanmar Oil and Gas Enterprise* espère que le pays pourra remplacer en quelques années les 40 000 barils de pétrole qu'il importe par du jatrophe produit sur place. Pourtant, les revendications d'autosuffisance énergétique de la junte deviennent peu crédibles quand on sait qu'elle a récemment vendu nombre des gisements de gaz naturel que possède le pays à la Thaïlande, l'Inde et la Chine.

En mars 2006, le général Than Shwe, chef de l'armée et du Conseil pour la paix et le développement de l'État, a exhorté à « planter des médiciniers dans toute la nation » dans un discours où les biocarburants ont été présentés comme un véritable « devoir national » pour déclencher une frénésie de plantation dans « tous les espaces vides ».

Bientôt, de bruyantes cérémonies de plantation ont été organisées, avec la participation d'officiers supérieurs et de bataillons de soldats, dans tous les villages et communes. Les militaires ont dit aux fonctionnaires de planter des jatroches dans les bureaux étatiques, les écoles et les hôpitaux ; les jardins des maisons, les enclos des monastères et même les cimetières seraient également visés.

L'armée oblige les gens à acheter des graines, des pousses ou des plants, et à consacrer leurs terres, leurs outils et leur propre travail à cette fin. La confiscation de terres est monnaie courante : par exemple, dans l'État de Shan, l'armée a pris 1 000 acres qui appartenaient à des paysans du village de Man Mao et a donné ces terres à la milice locale pour planter du jatrophe.

La majorité des paysans sont forcés d'acheter des jeunes plants, des rejets, ou des semences en paquets ou en paniers métalliques (accompagnés d'un « manuel d'utilisation »), souvent à des prix exorbitants.

Une personne interviewée a dit : « Nous avons acheté les plantes quand les autorités sont venues dans notre village. Chaque famille a dû payer 400 kyats la pièce. Certains n'avaient pas d'argent et ils ont dû emprunter pour payer les plantes » (le taux de change officiel est de 5,75 à 6,70 kyats le dollar).

Il y a même eu un cas bizarre où les paysans ont dû trouver des graines sauvages, les planter dans une pépinière, puis acheter les plantes qu'ils avaient fait pousser.

En août 2006, la culture du jatrophe avait atteint la barre du million d'acres ; les nouveaux plans ont fixé ensuite les objectifs de 2,3 millions d'acres pour 2006-2007, de 2,68 millions pour 2007-2008, et de 3,38 millions pour 2008-2009, ce qui fait un total de 8,36 millions d'acres.

Le rapport montre l'horreur de la situation, où ces quotas sont imposés à force de coups et de menaces de mort. Les recherches menées sur le terrain dans 32 communes de tous les États birmanis incluent 131 interviews à des paysans, des fonctionnaires et des investisseurs ; on y apprend que les soldats arrêtent et battent les gens et menacent de mort ceux qui n'atteignent pas les objectifs fixés, endommagent les plantes ou critiquent le programme. Dans l'État de Shan du Sud, au moins huit cents personnes se sont enfuies en Thaïlande pour échapper à la cruauté du programme de biocarburants.

En dépit de toutes ces mesures, deux ans après sa mise en œuvre le projet subit constamment des pertes massives des récoltes – de jusqu'à 72 % – parce que les plantations sont faites n'importe comment et que les semences sont de mauvaise qualité.

Même lorsque les arbres poussent, ils donnent peu de graines parce que les caractéristiques du climat et du sol ne sont pas suffisamment prises en compte. En outre, la Birmanie n'est pas bien équipée pour extraire l'huile des graines, et la plupart du biodiesel produit a été de si mauvaise qualité que les moteurs ne fonctionnent pas.

Les arbres de jatrope mettent de 4 à 5 ans pour atteindre leur pleine maturité. Pendant cette période, les agriculteurs n'en tirent aucun profit ; en outre, les familles ont peu à manger puisque les terres arables ont été envahies par les plantations énergétiques. Un paysan a dit : « Ils ont dit que le projet allait durer trois ans, mais qu'est-ce qu'on va manger en attendant ? »

La pénurie de vivres est un problème grave dans de nombreuses régions de la Birmanie. D'après le Programme alimentaire mondial des Nations unies, en 2007 environ 5 millions de personnes, soit près de 10 % de la population birmane, souffraient de disette chronique.

Un paysan a dit : « Nous souffrons du manque de terres cultivables. Nous ne pouvons pas travailler pour nous-mêmes comme il faut. Nous devons planter du *jetsuu*. Si nous refusons de le faire, on nous prend à chacun 2 500 kyats par acre. Notre temps est limité, et maintenant nous devons aller travailler loin et nous n'avons plus le temps de désherber nos rizières ».

L'inquiétude est permanente aussi à cause des propriétés toxiques du jatrope, qui contient une toxalbumine appelée curcine, ricine et acide cyanique, proche de l'acide ricinoléique. Bien que toutes les parties de la plante soient toxiques, ce sont les graines qui contiennent la plus forte concentration de ricine et qui sont donc les plus dangereuses. La ricine peut avoir de nombreux effets cardiotoxiques (sur le muscle cardiaque) et hémolytiques (destruction des globules rouges du sang avec libération de l'hémoglobine dans le liquide qui l'entoure). La consommation des graines a d'autres effets adverses aussi : vomissements, diarrhée, douleurs abdominales, sensation de brûlure dans la gorge.

La population a trouvé des moyens de montrer son hostilité. Face à la perte de leurs terres et de leurs moyens de vie, de nombreux paysans ne voient d'autre possibilité que d'éviter ou de refuser de planter. Certains achètent les plantes mais ne les plantent pas, d'autres en plantent moins que prévu ; les panneaux vantant les biocarburants ont été mutilés.

Amraapali N., écrivain de la région du Mékong, adresse électronique : amraapali@gamil.com

Le rapport "Biofuel by Decree" (Du biocarburant par décret), publié par l'ECDF (Ethnic Community Development Forum) peut être téléchargé sur : <http://cban.ca/Resources/Topics/Agrofuels>.

[index](#)

EN DIRECT DE LA CDB

– La vraie vie fait irruption dans la CDB

La Convention sur la diversité biologique est une initiative gouvernementale internationale qui avait l'air très bien quand elle est née en 1992, lors du Sommet de la Terre de l'ONU organisé à Rio de Janeiro, au Brésil.

À l'époque, on a eu l'impression que les gouvernements du monde avaient pris conscience de l'avenir qui attendait la Terre si la déforestation, la biopiraterie, l'expansion de l'agro-industrie et le reste continuaient de faire disparaître la diversité biologique. Ainsi, un nouveau processus – la CDB – a été mis en branle. Elle devait se réunir tous les deux ans en des sommets de haut niveau, accompagnés d'activités des organisations de la société civile.

La CDB a réussi à résister à la contamination des entreprises un peu plus longtemps que d'autres forums (par exemple, la Convention sur le changement climatique). Néanmoins, petit à petit elle a été récupérée par les intérêts de l'industrie, pour devenir un chapelet de longues sessions où des documents truffés de parenthèses sont remis à plus tard en attendant que les groupes de pression scellent leurs pactes sur des questions qui ont des répercussions directes sur la vie présente et future des peuples.

À maintes et maintes reprises, les organisations sociales ont essayé d'ouvrir une brèche dans ce mur, en participant dans le processus dans les espaces qui leur étaient alloués, mais elles ont obtenu très peu de résultats réels.

Elles ont donc choisi de faire venir les problèmes, les inquiétudes et les rêves des gens – leur vraie vie – dans la CDB. Et elles l'ont fait en recourant à l'imagination, à la participation, à l'humour et, pourquoi pas, à la colère.

Ci-dessous nous passons brièvement en revue quelques-unes des actions menées à la 9e Conférence des Parties à la CDB (la CdP 9) qui se déroule à Bonn.

Dimanche 18 mai

« Les agrocarburants engendrent la pauvreté et la faim »

Une soixantaine de personnes ont protesté contre la culture à grande échelle de produits agricoles énergétiques comme moyen de lutter contre le réchauffement planétaire, car elle est désastreuse pour la disponibilité d'aliments et provoque le déboisement. Les grands médias et les décideurs continuent d'ignorer la conclusion honnête que ce qu'il faut c'est réduire radicalement la consommation d'énergie, surtout en 'Occident'.

Dans deux pompes à essence, les conducteurs de voitures devaient faire leur choix : 'essence' à droite, 'nourriture' à gauche. Sur des pancartes on lisait : « les agrocarburants ne sont pas le remède à la dépendance du pétrole ».

La plupart des conducteurs ont sympathisé avec l'initiative mais ils ont voulu quand même faire le plein cette fois.

L'employée de la station de Shell était furieuse de l'information négative qu'on donnait devant sa pompe et elle a appelé la police. Après quelques discussions, l'action a été autorisée, mais il a fallu donner aux conducteurs davantage de possibilités de contourner la 'barrière du choix'.

Deux heures plus tard, le groupe s'est remis en mouvement pour faire une courte manifestation qui s'est terminée dans un champ où ils ont pique-niqué de nourritures locales saines, puisque cela est encore possible.

Parmi les activistes il y avait beaucoup de membres de Via Campesina, le réseau international des petits agriculteurs. Pour eux et pour les millions de personnes qu'ils représentent, l'introduction massive des agrocarburants est une menace directe contre leurs moyens de subsistance et leur vie.

Voir photo sur : <http://www.wrm.org.uy/bulletin/130/1.jpg>

D'autres photos sur : <http://www.globaljusticeecology.org/gallery.php?catID=26>

Jeudi 22 mai

Journée de la diversité biologique de l'ONU... ou, plutôt, Journée internationale de la diversité lucrative

Un déjeuner de travail a été organisé par la Chambre de commerce internationale, l'organisation qui regroupe les plus grandes entreprises du monde. La rencontre a été interrompue par la visite d'un groupe bizarre d'« heureux actionnaires » qui célébraient les monopoles agro-industriels et félicitaient l'industrie d'avoir détruit la biodiversité agricole, grâce à quoi ils avaient obtenu de gros profits. Pour finir, ils ont bu à la santé des Fournisseurs de la Révolution de la Gangrène [en anglais, (Gan)Green Revolution].

Voici un extrait de leur discours : « Nous, l'Initiative des Petits Actionnaires, nous sommes heureux d'avoir des informations importantes à vous apporter aujourd'hui, à l'occasion de la Journée internationale de la diversité lucrative :

– Les entreprises disposent de 220 000 USD pour financer leurs activités à la CDB. Cela veut dire que nous pouvons donner nos profits aux actionnaires tout en continuant de faire croire aux gens que nous travaillons pour la diversité biologique.

– Pendant la réunion de haut niveau du jeudi 29 mai, les entreprises disposeront d'une heure entière pour exposer leurs idées. Toutes les autres parties intéressées devront se partager l'heure qui reste. Après cela, tous les délégués sont invités, dans le cadre du programme officiel, à un déjeuner offert par les entreprises. Une autre possibilité est de faire en sorte que chaque délégation fasse ce que nous voulons.

Bravo, bravo ! »

Voir photo sur : <http://www.wrm.org.uy/bulletin/130/2.jpg>

D'autres photos sur : <http://www.globaljusticeecology.org/gallery.php?catID=26>

Jeudi 22 mai

La nature pour les gens, et non pour les entreprises !

Des activistes venus du monde entier ont accroché une bannière, ils ont frappé les tasses de thé et distribué des messages de Via Campesina pendant les célébrations officielles de la Journée de la diversité biologique, après le message du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, aux délégués à la Convention.

Étant donné que les agro-industries dominent à l'heure actuelle le commerce mondial des aliments avec le paquet de la 'Révolution verte' qui détruit la diversité biologique et agricole, les bannières disaient « Pas de diversité agricole sans les paysans » et « La nature pour les gens, et non pour les entreprises ».

Quelques minutes plus tard les bannières ont été retirées par des policiers et des fonctionnaires de l'ONU ; les gens qui les portaient ont été escortés au dehors du Maritim Hotel et ils ont perdu leurs badges d'accréditation, nécessaires pour participer aux réunions.

Néanmoins, les membres de Via Campesina ont été applaudis par de nombreux délégués gouvernementaux quand ils ont scandé « la nature pour les gens, et non pour les entreprises ».

Leur message était qu'aucune solution ne pourra provenir d'un tel modèle de production. En revanche, ce sont les communautés rurales qui ont la réponse, aussi bien pour résoudre le problème de la faim dans le monde que pour préserver la diversité biologique mondiale.

Ces communautés ont la capacité de nourrir le monde en promouvant la diversité alimentaire, en soutenant les cultures traditionnelles et sans surexploiter l'environnement. En plus, la production artisanale, locale et écologique est une manière efficace et immédiate de réduire les émissions de carbone et de faire baisser la température de la planète.

Voir photo sur : <http://www.wrm.org.uy/bulletin/130/3.jpg>

D'autres photos sur : <http://www.globaljusticeecology.org/gallery.php?catID=26>

Vendredi 24 mai

Les plantations ne sont pas des forêts !

Le Conseil de la forêt allemande a organisé une activité pour les représentants de l'industrie forestière et du bois.

Le discours habituel sur les forêts, qui les considère du point de vue utilitaire et commercial, n'a fait aucune distinction entre elles et les plantations, et il a été illustré en fait par des photos de plantations d'arbres en régime de monoculture, qui ont été décrites comme des forêts.

L'exploitation commerciale des forêts a été présentée comme une stratégie respectueuse du climat, en mettant l'accent sur leur capacité de piégeage de carbone. La présentation s'est terminée par un appel plein d'émotion à utiliser les ressources ligneuses, illustré par la photo d'une sculpture, « l'homme en bois », et suivi d'un concert de violon, où il a été précisé que « même les violons » sont faits avec du bois.

Après la présentation il y a eu une réception. Sous l'impulsion du moment, un groupe de cinq femmes a vite mis en place un moyen de présenter ses points de vue : pendant que les invités profitaient des boissons et des amuse-gueule, elles ont commencé par attirer leur attention pour faire ensuite, à tour de rôle, une brève déclaration sur les dangers des arbres GM, l'incapacité des plantations à atteindre les objectifs d'atténuer le changement climatique et de protéger la diversité biologique, l'impact des plantations industrielles d'arbres sur le sol, les cours d'eau et la population au Brésil et en Uruguay, et la situation des forêts européennes, rappelant l'exploitation que ces dernières ont subie au cours de l'histoire et la perte concomitante de leur diversité biologique.

Un petit nombre de personnes ont bruyamment quitté la salle, apparemment fâchées de leur interruption, mais de façon générale leur initiative a été bien accueillie par les invités, qui ont applaudi et hoché la tête en signe d'approbation. Une occasion supplémentaire de parler contre la mentalité de la monoculture.

Voir photo sur : <http://www.wrm.org.uy/bulletin/130/4.jpg>

D'autres photos sur : <http://www.globaljusticeecology.org/gallery.php?catID=26>

Mardi 27 mai

Appel à l'interdiction des arbres GM

À l'extérieur du local où se réunissait la CDB, une cérémonie de plantation d'arbres a eu lieu. Un grand nombre d'activistes y ont participé, certains déguisés en arbres-frankenstein génétiquement modifiés qui essayaient d'envahir la CDB, tandis que d'autres les arrêtaient et les abattaient avant qu'ils y parviennent.

La cérémonie de plantation d'arbres symbolisait ce que l'industrie essaie d'imposer : des arbres non indigènes et souvent envahissants à planter en régime de monoculture. Les arbres GM feront se multiplier les plantations et aggraveront le danger qu'elles représentent.

La proposition d'interdire l'introduction d'arbres génétiquement modifiés dans l'environnement bénéficie du soutien des délégués africains et de nombreux pays d'Asie et d'Amérique latine. Elle a été longuement discutée pendant la première semaine de la Convention et passera maintenant à la Session de haut niveau où les ministres du monde entier prendront une décision.

Voir photo sur : <http://www.wrm.org.uy/bulletin/130/5.jpg>

D'autres photos sur : <http://www.globaljusticeecology.org/gallery.php?catID=26>

Mercredi 28 mai

FSC : arrêtez de certifier les plantations d'arbres en régime de monoculture

Les activistes des mouvements sociaux ont assisté à une activité parallèle organisée par le Forest Stewardship Council (FSC). Portant une pancarte, ils ont manifesté leur inquiétude au sujet de la démarche adoptée par le FSC qui, ignorant les preuves dramatiques, fournies par les mouvements écologiques et sociaux du monde entier, des conséquences nuisibles des plantations d'arbres, a permis que des millions d'hectares de plantations industrielles soient certifiées comme s'il s'agissait de 'forêts'.

Pendant cette activité parallèle, ils ont lu une déclaration où ils disaient que les communautés locales qui luttent contre les plantations industrielles d'arbres doivent faire face non seulement aux gouvernements et aux entreprises mais aussi au problème qui découle du fait que ces mêmes plantations gagnent en crédibilité parce qu'elles sont certifiées par le FSC.

Après quelques questions et une courte discussion, le FSC a terminé la réunion, alors que plusieurs autres personnes souhaitaient poser des questions ; certains ont remarqué que la réunion aurait dû être un espace démocratique où l'on puisse discuter des problèmes avec le FSC.

Les activistes ont conclu que les décisions du FSC sont contrôlées par les entreprises et que celles-ci essaient de convaincre les consommateurs qu'en achetant davantage de produits en bois ils favorisent la diversité biologique. Cela va à l'encontre des initiatives des organisations écologistes qui s'efforcent d'apprendre aux consommateurs qu'il est nécessaire de réduire la consommation.

Leur message était : Les plantations ne sont pas des forêts et le FSC ne devrait pas les certifier ! Le FSC devrait CESSER d'être au service des entreprises !

Voir photo sur : <http://www.wrm.org.uy/bulletin/130/11FSC.jpg>

D'autres photos sur : <http://www.globaljusticeecology.org/gallery.php?catID=26>

Rapports fondés sur des informations tirées de : La Vía Campesina, http://viacampesina.org/main_en/index.php ; Global Justice Ecology Project, <http://www.globaljusticeecology.org> ; Indymedia Biotech, <http://biotech.indymedia.org/or/> ; Coalition mondiale des forêts, <http://www.globalforestcoalition.org>. Photos publiées avec la permission de la Coalition mondiale des forêts.

[index](#)

Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts
Ce bulletin est maintenant disponible également en espagnol, en portugais et en anglais
Éditeur: Ricardo Carrère

Secrétariat International
Maldonado 1858, Montevideo, Uruguay
Mel: wrm@wrm.org.uy
Site internet: <http://www.wrm.org.uy>



